

10 Port-Gentil

Face à la crise post-électorale dans notre pays

La communauté Oroungou appelle les hommes politiques à la retenue et à la responsabilité

SYM
Port-Gentil/Gabon

Au cours d'un point de presse, le chef traditionnel de la communauté Oroungou, René Mbongo Ntchuga s'en est remis au chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, chef suprême des forces de défense et de sécurité, et invité tous les détenteurs d'une parcelle de pouvoir, à œuvrer pour que les Gabonais soient dans la quiétude, la joie de vivre et l'espérance en des jours meilleurs.



Le porte-parole Jean Fidèle Ombosso plantant le décor.



Le chef traditionnel René Mbongo délivrant son message.

LA communauté Oroungou a donné un point de presse, dernièrement, au domicile de son chef, René Mbongo Ntchuga. Les événements nés de la crise post-électorale figuraient au centre des échanges entre la presse et les membres du bureau et dignitaires de la communauté Oroungou. D'entrée, le porte-parole de la chefferie, Jean Fidèle Ombosso, a planté le décor en indiquant que la chefferie Oroungou est

une institution traditionnelle qui prône les valeurs sociales de paix et de stabilité. Cette institution, a insisté M. Ombosso, ne pouvait pas rester insensible face à la crise post-électorale que vient de vivre notre pays. Aussi Jean Fidèle Ombosso s'est-il dit préoccupé par la situation que connaît le Gabon. « Chaque fois que les valeurs traditionnelles sont bafouées, lorsque le sang vient souiller le sol de nos



Plusieurs membres de la communauté Oroungou ont répondu présent.

ancêtres, lorsque certains compatriotes sont privés de liberté pendant que d'autres vivent la peur au ventre et que certaines familles sont divisées, il est de notre devoir de réagir », a déclaré l'orateur.

MESSAGE DU CHEF MBONGO • A son tour, le chef traditionnel de la communauté Oroungou, René Mbongo Ntchuga, a appelé les hommes politiques à la retenue et à la responsabilité car, le Gabon, a-t-il insisté, est un

et indivisible, quand bien même la période post-électorale a été douloureuse pour de nombreuses familles.

« Nous ne voulons que la paix. Les canons et les fusils ont tonné, le sang humain a été versé, nos fils et nos filles ont été blessés, emprisonnés, d'autres sont portés disparus ou décédés. En ce jour, nous nous remettons au président de la République, chef suprême des forces de défense et de sécurité, pour qu'il ordonne la libération de toutes les personnes incarcérées afin de ramener la paix et la sérénité dans le pays », a lancé M. Mbongo Ntchuga, dans une salle où avaient pris place plusieurs membres de sa communauté.

Saisissant cette opportunité, le chef traditionnel des Oroungou a interpellé tous ceux à qui Dieu a donné une parcelle de pouvoir de se mettre au service des autres, en faisant des sacrifices pour que les Gabonais soient dans la quiétude, la joie de vivre et l'espérance en des jours meilleurs.

**Dégâts liés à la crise post-électorale
Qui va payer la note ?**

Fidèle AFANOU EDEMBE
Port-Gentil / Gabon

Que peuvent attendre les sinistrés de la crise post-électorale 2016 ? Si on peut supposer que l'Etat pourrait examiner les attentes des collectivités en ce qui concerne les édifices publics endommagés, pour les entreprises privées, les commerçants et autres particuliers, il n'y aurait, en principe, rien à attendre des pouvoirs publics. Pour eux, il reste donc la voie des assurances. Cependant, s'il est fort probable que les entreprises tirent profit de leurs souscriptions auprès de leurs assurances, c'est moins sûr pour les commerces du quartier et pour le citoyen lambda, la culture de l'assurance n'étant pas la chose la mieux partagée au sein de notre société.

DE nombreux commerces, des édifices publics ainsi que des biens particuliers ont été saccagés à Port-Gentil lors des récentes émeutes consécutives à la proclamation des résultats provisoires de l'élection présidentielle du 27 août 2016. A l'heure des bilans, une question brûle les lèvres de tous ceux qui ont été touchés : qui va payer ?



Le marché municipal Siby doit être entièrement reconstruit.



L'espace Convergence a été incendié.



L'Etat pourrait voler au secours de la mairie du 3e arrondissement, où le bureau du maire a été brûlé (étage) et deux véhicules calcinés.



Cette question, qui revient inlassablement depuis 1990, chaque fois qu'il y a des élections suivies de casses, est loin d'être simple. S'il est arrivé que, après des intempéries -

Port-Gentil en a connues par le passé -, l'Etat a fait l'effort d'indemniser les victimes recensées, ce dernier n'a pas vocation à payer les dégâts causés par des actes que l'on peut

qualifier comme relevant du vandalisme. Dans une moindre mesure, on peut supposer que le gouvernement pourrait examiner les attentes des collectivités en ce qui

concerne les édifices publics qui ont été endommagés. Pour les entreprises, commerçants et autres particuliers, il n'y aurait, en principe, rien à attendre de ce côté. Sauf si l'Etat

consent à mettre en place, exceptionnellement, un fonds d'aide. Il reste donc la voie des assurances.

Cependant, s'il est fort probable que les entreprises tirent profit de leurs souscriptions auprès de leurs assurances, c'est moins sûr pour les commerces du quartier et pour le citoyen lambda, la culture de l'assurance n'étant pas la chose la mieux partagée au sein de notre société.

Les assureurs locaux affirment qu'il existe bien une assurance dite "risques politiques". Mais ils se sont bien gardés de faire signer à ceux qui éprouvaient le besoin de la prendre pour cette année, étant entendu qu'une année électorale est forcément une année à très haut risque. Pour certaines grandes entreprises qui y avaient souscrit en 2009, c'est le découragement, les dossiers n'étant toujours pas bouclés pour cause d'évaluations interminables de dommages, d'expertises et de contre-expertises sans fin.

On comprend aisément alors pourquoi, à la veille des opérations électorales, la plupart des commerces vident les étalages pour mettre leurs stocks à l'abri.